

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal **de** Palestine Dossier

N° 564 du 01.12 au 01.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war-over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

01-12 au 01-02 : Peuple Palestinien : 5 tués - 2 blessés
Occupants : 0 tué - 3 blessés

Tiré a part

Découverte du poison qui a tué Yasser Arafat.

Abou Sharif, conseiller spécial auprès de Yasser Arafat, a annoncé que des experts en toxicologie en Angleterre ont découvert le poison utilisé pour tuer le défunt président palestinien.

Même si Abou Sharik n'a pas donné le nom de l'expert ou de l'agence avec laquelle il a travaillé, il a affirmé être prêt à partager toutes les informations qu'il a obtenues avec une commission d'enquête officielle.

Le chercheur a identifié la toxine utilisée dans l'attaque d'Arafat comme étant le thallium, un poison rare et quasiment indétectable. « C'est un poison dangereux qui n'a pas d'odeur, de couleur, ni de goût, extrait d'une algue rare et qui peut être déposé en toute discrétion dans l'eau et la nourriture, ou injecté avec une aiguille dans l'artère, les veines ou dans la peau », a précisé Abou Sharif.

Il n'existe aucun antidote si cinq heures se sont écoulées après sa consommation. Ce poison à action lente détruit successivement les organes internes de la victime, en commençant par le foie, les reins, les poumons, et ensuite le cerveau. Et le temps qu'il faut pour tuer un homme avec ce poison varie d'une personne à l'autre selon divers facteurs. La période varie de deux à huit mois, ce qui donne l'occasion aux assassins de s'échapper des lieux du crime.

La rupture en globules rouges et l'incapacité du corps à les produire est la principale cause de la mort de la victime, le manque de sang étant ce qui tue les organes internes.

Abou Sharif annoncera davantage de détails lorsque les recherches seront complètes.

13/01

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7re1r8FEb3at44Q9%2bd02C4W54fc4%2bmVH8xVvItjokce6F7n0pvdEbQF>

Raids aériens sur Gaza: comble du cynisme l'occupation bombarde, assassine, assiège et porte plainte à l'ONU !!!

Le ministère des Affaires étrangères de l'occupation israélienne a déclaré aujourd'hui que son entité sioniste a porté aujourd'hui plainte auprès de l'ONU, en dépit de ses crimes très flagrants commis récemment contre les habitants de Gaza.

En ignorant les nouveaux crimes d'assassinats commis par l'aviation de guerre de l'occupation israélienne contre les innocents Gazaouis, l'ambassadeur israélien auprès de l'ONU Meron Reuven a adressé une lettre au conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon dénonçant les tirs de roquettes de provenance de la bande de Gaza.

Le communiqué sioniste, pour justifier les crimes barbares de l'armée israélienne, a plaidé que l'occupation (Israël) a exercé et continuera d'exercer son droit à l'autodéfense (l'agression sauvage), accusant le Hamas responsable à ces incidents, au moment où l'aviation de guerre de l'occupation n'a jamais cessé depuis sa guerre néonazie de « Plomb durci » de survoler les cieux de la bande de Gaza, soit de bombarder des citoyens innocents sur les tunnels, de massacrer d'autres dans leurs localités de travail, ou de prétendre de contre attaques indispensables contre des soupçonnés résistants alliés ou non au Hamas.

Alors que des médias hébreux ont rapporté, hier, du chef d'état-major israélien, le général Gaby Ashkenazi, que des groupes armés de la bande Gaza avaient pour la première fois utilisé récemment un missile antichar russe de type "Kornet", ce qui a suscité, selon ces médias, son inquiétude envers l'intensification des tirs palestiniens anti-chars.

Notons que les avions de guerre de l'armée israélienne ont lancé récemment à plusieurs reprises des raids contre de diverses régions dans la bande de Gaza, assassinant un certain nombre de citoyens innocents et endommageant une usine de fromage.

22 Décembre

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Montée en flèche du nettoyage ethnique : combien d'autres maisons palestiniennes faudra-t-il qu'Israël démolisse pour que les gouvernements occidentaux agissent ?

Pendant que les Occidentaux s'affairent aux préparatifs de Noël, Israël accélère sa campagne de nettoyage ethnique dans les territoires palestiniens occupés et à l'intérieur de ses propres frontières (non déclarées), ce qui ne surprendra pas les connaisseurs des gouvernements israéliens successifs, de droite comme de gauche, spécialistes de longue date en utilisation des diversions internationales pour faire progresser leurs attaques pour leur lebensraum – espace vital – en Palestine.

Middle East Monitor

Pendant les fêtes de Noël, il y a deux ans, le premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert, a lancé un bombardement massif d'artillerie et aérien sur la Bande de Gaza, suivi par une invasion à grande échelle. Cette année, il semble qu'une offensive pré-Noël a commencé avec une série insidieuse de démolitions de maisons.

A ce jour, il n'y a pas eu le moindre mot de condamnation de Bruxelles, New-York ou Washington ; tout le monde est trop occupé, semble-t-il, à se préparer pour la soi-disant "saison de paix et de bonne volonté des hommes". La censure des actions israéliennes pourrait bien devoir attendre que les poules aient des dents (à moins que les bombes israéliennes n'arrivent les premières et les tuent dans les champs).

Pendant ce temps, la campagne d'Israël se déploie à une telle vitesse époustouflante qu'il est presque impossible de suivre. Aujourd'hui, 20 décembre, les forces israéliennes ont détruit cinq magasins dans la ville d'Hébron, au sud de la Cisjordanie.

Un peu plus au nord, elles ont donné aux résidents de Khirbet Tana, minuscule village palestinien à l'est de Naplouse, 24h pour évacuer leurs maisons. Khirbet Tana est situé à deux kilomètres à peine de la colonie israélienne illégale de Mekhora, et ceci explique en partie l'ultimatum. La "sécurité" et le confort des colons juifs illégaux doivent être préservés, par tous les moyens, peu importe le droit et les conventions internationales.

Menacer de démolir les maisons de villageois pauvres est déjà assez infect, mais menacer de confisquer leurs biens, y compris leur bétail, une fois l'échéance passée, est au-delà du mépris. Wasif Abu Sa'ud, résident de Tana, a dit que l'armée a menacé de confisquer ses brebis et autres animaux s'ils ratent la date limite imposée arbitrairement. Et pour bien remuer le couteau dans la plaie, les propriétaires devront payer les frais engagés par la confiscation.

Ce torrent de mauvaises nouvelles n'a pas été concocté par une officine de propagande médiatique palestinienne. Un rapport

diffusé hier par l'OCHA (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires) confirme que 47 maisons ont été démolies en Cisjordanie occupée au cours des deux premières semaines de décembre 2010 :

Le 1er décembre, la municipalité de Jérusalem a détruit des bâtiments dans les quartiers d'Issawiyah et Sheikh Jarrah.

Le 14 décembre, la municipalité a à nouveau mené des démolitions de maisons en deux endroits de Jérusalem Est. A Ras al-Amoud (sur l'ancienne route de Bethléem), ils ont démolé une maison palestinienne appartenant à une famille de sept personnes, dont 5 enfants. Depuis 2007, le quartier a été pris pour cible, après que le maire ait cyniquement approuvé la construction de la colonie Ma'ale Hazeitim, construite sur la terre palestinienne.

Autre scandale, à Sur Baher, un quartier au sud-est de Jérusalem et juste au nord de la colonie Har Homa, la municipalité a démolé une maison palestinienne. Il faut rappeler que le gouvernement israélien a confisqué plus de 2.000 dunums (2 ha) des terres de Sur Baher pour construire la colonie Talpiot Est en 1970, et près de 900 dunums en 1997 pour la colonie Har Homa. En "Israël", le traitement des citoyens palestiniens est tout aussi épouvantable. Dans la ville d'Al-Lid, 50 enfants sont rentrés de l'école la semaine dernière pour trouver leurs mères en pleurs au milieu des décombres de leurs maisons. Même les palmiers des cours avaient été déracinés et écrasés à côté des meubles brisés.

Ces bâtiments n'ont pas été détruits par le mauvais temps qui a balayé la région à ce moment là. Les sept maisons ont été démolies par des entrepreneurs de l'Etat israélien agissant sous les ordres de sa Cour suprême. Leur motivation, c'est la judaïsation d'Al-Lid, la même proclamation tristement célèbre qui est utilisée pour la judaïsation de Jérusalem.

Certains diront qu'Israël fait tout ça pour provoquer une confrontation violente ou une réaction des Palestiniens de manière à pouvoir alors "répondre" d'une manière ridiculement disproportionnée, les châtier et les expulser, poursuivant ainsi le nettoyage ethnique que les sionistes ont commencé en 1948 avant même que l'Etat d'Israël soit inventé. Le fait est, cependant, qu'Israël n'a pas besoin de telles excuses pour perpétrer ses actions illégales ; il ne rencontre aucune sanction, aucun reproche, aucune critique. C'est l'Etat "juif démocratique", et ceci seul l'habilite à traiter avec mépris le droit international et agir en toute impunité cynique.

Il est clair que si de tels crimes avaient lieu n'importe où ailleurs dans le monde, y compris en Europe, ils seraient condamnés, à juste titre, pour ce qu'ils sont, un nettoyage ethnique. Ils seraient suivis d'une action punitive, avec ou sans l'accord du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, pour stopper les auteurs dans leur élan destructeur. Ceux qui manifestent, souvent de pure forme, un intérêt pour les droits légitimes du peuple palestinien doivent maintenant agir et aller au-delà des vaines déclarations de condamnation. Aucune parole douceuse et habile n'apportera un abri, du confort ou de la chaleur aux centaines d'enfants dont l'inhumanité cruelle et barbare d'Israël a fait des sans-abris.

Si ce nettoyage ethnique ne suffit pas à avertir du pire à venir, alors les gardiens des droits de l'homme et du droit international ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes pour leur inaction lorsque ce "pire" arrivera. Les signaux d'alerte du nettoyage ethnique dans les Balkans étaient écrits en grosses lettres ; les indications d'un génocide au Rwanda étaient encore plus grandes. La complaisance combinée à la couardise y ont mené à la mort des centaines de milliers d'innocents. La situation en Palestine est encore plus évidente ; il n'y a pas un seul homme politique en Occident qui ne soit au courant de ce qui se passe, malgré l'approche lâche de beaucoup de médias dans le traitement de ces scandales. Dans un monde où on ne traite pas les animaux de cette manière, pourquoi acceptons-nous qu'Israël traite ainsi les Palestiniens ? Leur protection, en vertu des droits humains et du droit international, n'est-elle qu'une chimère ?

A ce moment de l'année où tant de monde célèbre la naissance de Jésus le Palestinien dans la petite ville de Bethléem, rappelons-nous que les Chrétiens palestiniens, dans ce lieu unique, souffrent avec leurs voisins musulmans. Le nettoyage ethnique est un crime contre l'humanité. L'absence d'action fait de nos gouvernements les complices de ce crime, et personne ne pourra dire qu'il n'avait pas été averti.

Source : [Middle East Monitor](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

22 Décembre

Yehuda Shaul : Nous avons créé un monstre: l'occupation".

Yehuda Shaul, 28 ans, ex-officier de l'armée israélienne, est l'auteur de «Breaking the Silence», un livre événement à paraître en janvier où les combattants de Tsahal racontent leur intolérable comportement dans les territoires occupés à Gaza.

Un entretien exclusif pour Paris Match.

[Interview Catherine Schwaab - Paris Match](#)

Paris Match. Votre livre est une bombe par ses révélations ; quel effet concret en espérez-vous ?

Yehuda Shaul. J'espère pouvoir enfin susciter une vraie discussion sérieuse en Israël car, cette fois-ci, nos témoignages sont innombrables, vérifiés, incontestables : il y en a 180 et nous en tirons une analyse, ce qui est nouveau.

Pensez-vous que l'opinion israélienne ignore ce que signifie l'occupation militaire des territoires palestiniens ?

Le public a des clichés dans la tête qui incitent à l'approbation aveugle. Par exemple, en hébreu, la politique israélienne dans les territoires occupés se résume à quatre termes que l'on ne peut pas contester : "sikkul" (la prévention du terrorisme), "afradah" (la séparation entre la population israélienne et la population palestinienne), "mirkam hayyim" (la "fabrication" de l'existence palestinienne) et "akhifat hok" (l'application des lois dans les territoires occupés). En réalité, sous ces noms de code se cachent de terribles déviations qui vont du sadisme à l'anarchie et bafouent les plus élémentaires droits de la personne. Cela va jusqu'aux assassinats d'individus innocents dont on suppose qu'ils pourraient être des terroristes. Et je ne parle pas des arrestations arbitraires et des harcèlements en tout genre.

Quel est le but ?

Il est clairement défini : c'est de montrer la présence permanente de l'armée, de produire le sentiment d'être traqué, contrôlé, bref, il s'agit d'imposer la peur à tous dans la société palestinienne. On opère de façon irrationnelle, imprévisible, créant un sentiment d'insécurité qui casse la routine.

L'occupation des Territoires n'est-elle pas nécessaire pour éviter des "surprises" terroristes ?

Non ! L'occupation systématique ne se justifie pas car elle recouvre une série d'interdictions et d'entraves inadmissibles. Nous souhaitons en discuter maintenant. Ni au sein de l'armée ni au sein de la société civile ou politique on ne veut affronter la vérité. Et cette vérité, c'est que nous avons créé un monstre : l'occupation.

Peut-on espérer que de sérieuses discussions sur la paix améliorent la situation ?

Non, chercher à finir le conflit est une chose, finir l'occupation en est une autre. On est tous d'accord pour rechercher la paix, mais on oublie l'occupation. Or, il faut commencer par cela.

Vos témoignages révèlent l'incroyable impunité dont bénéficient les colons, véritables adjoints des militaires : ils brutalisent leurs voisins palestiniens, entraînent leurs enfants à l'agressivité et à la haine des Arabes...

En effet, mais ce ne sont pas eux le problème. C'est le mécanisme d'occupation qui leur a alloué ce pouvoir démesuré. Moi, quand j'étais militaire à Hébron, je ne pouvais pas arrêter un colon qui enfrenait ouvertement la loi sous mes yeux. Ils font partie de ce système immoral.

Pensez-vous trouver un soutien dans l'opinion israélienne ?

Pour l'instant, nous sommes minoritaires mais optimistes ! Il le faut car on vit des temps sombres, l'opinion israélienne est apathique, les gens en ont ras-le-bol. Et le prix à payer pour cette occupation n'est pas lourd. C'est pourquoi il n'y a pas de volonté politique. En revanche, le prix moral est énorme.

C'est la première fois que de telles révélations sont faites ?

Non, il y a un an, nous avons raconté les exactions infligées dans la bande de Gaza, et nous avons été attaqués de toutes parts : par l'armée, la société civile et la société politique. Netanyahu nous avait accusés d'avoir "osé briser le silence". Mais quel silence ? C'est un silence honteux sur un scandale tonitruant ! Ils ont tout fait pour nous discréditer. Ils tombaient mal car nous sommes tous d'anciens officiers qui avons vécu ces événements pénibles.

Justement, pas mal de soldats et d'officiers qui s'expriment semblent traumatisés par ce qu'ils ont dû accomplir. Une souffrance qui perdure.

Oui... Enfin, ne nous trompons pas : les victimes, ce sont les Palestiniens qui endurent ce contrôle. Je me souviendrai toujours de la réponse d'un commandant de l'armée lors d'une discussion sur un plateau télé en 2004. Nous avons organisé une expo photo avec une vidéo des témoignages. Il m'a dit : "Je suis d'accord avec ce que vous montrez, mais c'est comme ça, il faut l'accepter, cela s'appelle grandir, devenir adulte." Je suis resté sans voix.

Certains pensent qu'Israël a intérêt à maintenir le conflit et que les Palestiniens n'auront jamais leur terre.

C'est faux. Il est impossible d'éradiquer une population de 3,5 millions d'habitants. Le problème n'est pas de leur accorder une terre, il est dans l'obsession de vouloir les contrôler.

Les jeunes générations de 20-30 ans sont-elles plus perméables à votre point de vue ?

Toute ma génération n'est pas d'accord avec moi, mais aucun ne peut dire que je mens. Nous sommes tous d'ex-membres de l'armée nationale, nous avons payé le prix, nous avons gagné le droit de parler. Il faut que les esprits changent de l'intérieur.

Vous êtes juif orthodoxe et vous tenez un discours étonnamment ouvert. Votre foi vous aide-t-elle dans ce combat ?

Pas plus que ça... Mais je sais ce que signifie être un juif religieux : ne pas rester silencieux devant ce qui est mal. Et je veux apporter une solution, pas un problème.

Hassan Balawi

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Tsahal-Israel-Yehuda-Shaul-occupation-palestiniens-232833/>

Robert Fisk : Une nouvelle vérité émerge du monde arabe.

Les Palestinian Papers (le documents Wikileaks - NdT) sont aussi stupéfiants que la Déclaration de Balfour. L'« Autorité » palestinienne – on se doit de mettre des guillemets – était prête, et l'est encore, à abandonner le « droit au retour » de peut-être sept millions de réfugiés vers ce qui est actuellement Israël en échange d'un « état » qui ne couvrirait plus que 10% (au mieux) du territoire Palestinien sous mandat britannique.

Au moment même de la publication de ces terribles documents, le peuple Égyptien demande le départ du Président Moubarak, et les Libanais sont en tain de désigner un Premier Ministre qui soutiendra le Hezbollah. Il se passe quelque chose d'exceptionnel dans le monde arabe.

En ce qui concerne les Palestinian Papers, il est clair que les représentants du peuple palestinien étaient prêts à briser tout espoir de retour pour les réfugiés.

Les Palestiniens sont scandalisés d'apprendre comment leurs représentants les ont trahis. A la lecture des ces documents, il est impossible pour les Palestiniens de croire encore en leurs droits. Ils ont vu noir sur blanc qu'ils ne reviendront pas.

Mais à travers le monde arabe – à distinguer du monde musulman – il y a désormais une nouvelle vérité qui émerge. Entre peuples du monde arabe il n'est plus possible de se raconter des mensonges. Les mensonges, c'est terminé. Les discours de leurs dirigeants - qui sont malheureusement les mêmes que ceux des nôtres - , c'est terminé. Et c'est nous qui leur avons raconté ces mensonges. Et il ne sera plus possible de les répéter.

En Égypte, nous aimons la démocratie. Nous avons encouragé le démocratie en Égypte – jusqu'à ce que les égyptiens décident de renverser la monarchie. Alors nous les avons mis en prison. Puis nous avons exigé encore plus de démocratie. C'est toujours la même histoire. Tout comme nous voulions la démocratie pour les Palestiniens à condition qu'ils votent pour les bons candidats, nous voulions aussi faire profiter de notre démocratie aux Égyptiens.

Maintenant, au Liban, il apparaît qu'une « démocratie » Libanaise va s'imposer. Et ça, nous n'aimons pas. Car évidemment, nous voulons que les Libanais votent pour ceux que nous aimons, les partisans sunnites de Rafiq Hariri dont l'assassinat – croyons nous – fut orchestré par les Syriens. Et maintenant nous avons à une flambée de violence dans les rues de Beyrouth contre le gouvernement.

Que se passe-t-il ? Se pourrait-il que le monde Arabe décide de se choisir lui-même ses dirigeants ? Se pourrait-il que nous assistions à l'émergence d'un monde arabe qui ne serait plus contrôlé par l'Occident ? Lorsque la Tunisie a annoncé sa libération, Mme Hillary Clinton est restée silencieuse. C'est le Président fêlé de l'Iran qui exprimé sa joie de voir un pays se libérer. Pourquoi ?

En Égypte, l'avenir de Hosni Moubarak paraît encore plus compromis. Son fils pourrait être son successeur désigné. Mais il n'y a qu'un seul Califat dans le monde musulman, et il est en Syrie. Et les Égyptiens n'en veulent pas du fils de Hosni. C'est un homme d'affaires médiocre qui n'est pas convaincant pour sauver l'Égypte de sa propre corruption. Le chef de la sécurité de Hosni, un certain Suleiman, qui est très malade, n'est peut-être pas non plus l'homme qu'il faut.

Et pendant ce temps, à travers tout le Moyen orient arabe, nous attendons la chute des alliés de l'Amérique. En Égypte, M. Moubarak doit déjà être en train de se chercher une destination vers où s'envoler. Au Liban, les amis de l'Amérique s'effondrent.

C'est la fin des « Démocrates » du moyen-orient arabe. Nous ne savons pas de quoi l'avenir sera fait. Seule l'histoire nous le dira.

Robert Fisk

27 janvier 2011

<http://www.independent.co.uk/opinio...>

Traduction par VD avec probablement les fautes et coquilles habituelles

URL de cet article 12612

<http://www.legrandsoir.info/Une-nouvelle-verite-emerge-du-monde-arabe.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Une-nouvelle-verite-emerge-du-monde-arabe.html>

Gaz et pétrole, nouveaux gisements marins : Les Arabes dehors, Tel Aviv revendique toutes les ressources.

La compagnie états-unienne Noble Energy Inc. a annoncé il y a quelques jours avoir découvert un gros gisement de gaz naturel dans les fonds marins, à 130 Kms du port israélien de Haïfa. Il est estimé à 450 milliards de m3. Dans la zone, il devrait y avoir en tout environ 700 milliards de m3 de gaz. La prospection et l'exploitation de ce gisement sont confiées à un consortium international, formé de la société états-unienne Noble Energy, qui détient à présent le quota majoritaire des 40%, et des entreprises israéliennes Delek, Avner et Ratio Oil Exploration.

Manlio Dinucci

Ceci n'est qu'une petite partie des réserves énergétiques présentes sur le Bassin du Levant, l'aire de la Méditerranée orientale comprenant Israël, les Territoires palestiniens, le Liban et leurs eaux côtières. Ici, depuis quelques années, la société U.S. *Geological Survey*, agence du gouvernement des USA, procède à des prospections. Elle estime que, dans le Bassin du Levant, il y a des réserves de gaz naturel se montant à environ 3.500 milliards de m3, et des réserves de pétrole d'un montant d'environ 1,7 milliards de barils.

Le gouvernement israélien, avec le soutien de Washington, considère que toutes les réserves énergétiques sont sa propriété. Les grands gisements de gaz naturel -a déclaré le premier ministre des infrastructures Uzi Landau- non seulement apporteront des bénéfices aux citoyens mais permettront à Israël de devenir un fournisseur de gaz dans la région méditerranéenne. Israël, a objecté le porte-parole du gouvernement libanais Nabih Berri, ignore cependant le fait que, d'après les cartes géographiques, les gisements s'étendent dans les eaux libanaises. Selon la Convention des Nations Unies, un Etat côtier peut exploiter les réserves offshores de gaz et de pétrole dans une zone qui s'étend à 200 miles marins (370 Kms) de la côte. D'après ce même critère, les réserves appartiennent dans une mesure notable aussi à l'Autorité palestinienne. Selon la carte même établie par *US Geological Survey*, il s'avère que la majeure partie des gisements de gaz (60% environ) se trouve dans les eaux côtières et dans le territoire de Gaza. L'Autorité palestinienne en a confié l'exploitation à un consortium formé de *British Gas* et *Consolidated Contractors* (compagnie basée à Athènes, de propriété libanaise), dans laquelle l'Autorité détient un quota de 10 %.

Deux puits, Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2, sont déjà prêts mais ne sont jamais entrés en fonction. Tel Aviv, en fait, a rejeté toutes les propositions présentées par l'Autorité palestinienne et par le consortium d'exporter le gaz en Israël et en Egypte.

Les Palestiniens possèdent donc une grande richesse qu'ils ne peuvent cependant pas utiliser.

Pour s'emparer des réserves énergétiques de tout le Bassin du Levant, libanaises et palestiniennes comprises, Israël utilise la force militaire. Il y a deux jours, le ministre des affaires étrangères libanais Ali Shami a demandé au Secrétaire général des Nations Unies d'empêcher qu'Israël n'exploite les réserves énergétiques offshores qui se trouvent dans les eaux libanaises. Le ministre Landau soutient au contraire que ces gisements se trouvent dans les eaux israéliennes et prévient qu'Israël n'hésitera pas à employer la force pour les protéger. Israël menace donc d'attaquer de nouveau le Liban, comme il le fit en 2006, avec l'intention de lui enlever la possibilité d'exploiter les gisements offshores.

Pour la même raison Israël n'accepte pas l'Etat palestinien. Le reconnaître signifierait reconnaître la souveraineté palestinienne sur une grande part des réserves énergétiques dont Israël veut s'approprier. C'est surtout à cette fin qu'a été lancée l'opération « Plomb durci » en 2008/2009 et Gaza a été ensuite reprise dans la morsure de l'embargo. En même temps les navires de guerre israéliens contrôlent tout le Bassin du Levant, et donc les réserves offshores de gaz et pétrole, dans le cadre du « Dialogue méditerranéen », opération de l'OTAN - à laquelle participe aussi l'Italie - pour « contribuer à la sécurité et à la stabilité de la région ».

Source : [Il Manifesto](#)

Traduction : Marie-Ange Patrizio

Vendredi 7 Janvier 2011

Black Water en Cisjordanie pour protéger l'entité sioniste...

Les députés islamiques du Conseil Législatif Palestinien, en Cisjordanie, se sont indignés de l'arrivée de membres de la société de surveillance américaine "Black Water".

Le ministère américain des affaires étrangères avance le prétexte qu'on a fait appel à eux pour la protection de personnalités et de délégations étrangères visitant la Palestine.

« Même les enfants de Palestine ne marchent pas lorsque l'on prétexte de vouloir protéger les délégations en faisant appel à Black. Il y a sûrement d'autres raisons, ne serait-ce que pour combattre la résistance et participer à la protection de l'Entité sioniste », dénoncent les députés.

Et de poursuivre : « Le Palestinien de Cisjordanie souffre déjà de l'arrogance de l'officier Moler qui a remplacé Dayton. Il n'a pas besoin de plus de danger. On n'est pas prêt d'oublier la brutalité de telles entreprises, brutalité prouvée surtout en Iraq ».

« Black Water doit être jugé pour ses crimes perpétrés contre les civils iraqiens, au lieu de venir en Palestine », concluent les députés.

Finalement, les députés ont exhorté, dans leur communiqué, l'ambassade américaine à annuler le contrat signé avec cette entreprise et ses membres et à les obliger à quitter immédiatement les territoires palestiniens

15/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=170310&language=fr>

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Au jour le jour

Résistance

La résistance à Gaza a répliqué aux crimes israéliens.

Un soldat israélien a été tué et quatre autres, dont un officier, ont été blessés, vendredi soir, par des tirs d'armes automatiques et d'obus de mortier de Palestiniens près de la frontière avec la bande de Gaza.

C'est le premier soldat de Tsahal à être tué en opérations dans ce secteur depuis mars dernier.

La chaîne de télévision israélienne 10 a précisé que deux des soldats touchés ont été transférés à l'hôpital Soroka de Beersheva (sud des territoires occupés) à bord d'un hélicoptère, tandis que les deux autres étaient soignés sur place.

Or peu après, l'armée israélienne a prétendu que les soldats ont été touchés un soi-disant "tir ami" lors d'un accrochage avec des militants palestiniens vendredi.

"Les soldats ont été atteints par un obus de mortier tiré par les forces israéliennes qui affrontaient des militants palestiniens le long de la frontière", a prétendu un porte-parole de l'armée d'occupation.

Des habitants du territoire palestinien ont précisé avoir vu des résistants s'approcher de la frontière et avoir ensuite entendu des échanges de tirs.

Un porte-parole du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) a revendiqué l'attaque précisant que les résistants ayant participé à cette opération sont sains et saufs.

Des témoins ont également fait état de l'intervention d'hélicoptères israéliens qui ont ouvert le feu sur des objectifs non identifiés à Gaza.

08/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169190&language=fr>

Pertes des Résistants

Bande de Gaza - Au jour le jour

La tension monte à Gaza

26/12/2010

La situation continue de se dégrader à la frontière entre l'entité sioniste et la bande de Gaza, où deux résistants du Jihad islamique palestinien ont été tués dimanche par des tirs israéliens.

Deux résistants du Jihad islamique ont trouvé la mort dimanche matin à l'est de la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, lors d'échanges de tirs avec l'armée israélienne, ont indiqué les Brigades d'Al Qods, la branche armée du mouvement islamique, ainsi que des témoins.

Quelques heures après ces combats, des tanks israéliens ont tiré au moins dix obus en direction de Khan Younès, selon un photographe de l'AFP, endommageant trois maisons sans faire de nouvelle victime.

Ce regain de violence survient à la veille du deuxième anniversaire de la dévastatrice offensive israélienne "Blanc durci"

contre le Hamas dans la bande de Gaza, qui a fait 1.400 morts palestiniens, selon des sources médicales palestiniennes, et 13 morts côté israélien.

L'armée israélienne a multiplié ces derniers jours les raids aériens contre les groupes de la résistance palestinienne de Gaza, y compris contre des installations du Hamas.

La tension est brusquement montée le 18 décembre lorsque l'aviation israélienne a tué cinq résistants palestiniens.

Le Hamas, a averti qu'il était prêt à la guerre, tout en affirmant respecter la trêve militaire en vigueur depuis la fin de l'opération "Plomb durci".

"S'il y a la moindre agression israélienne sur la bande de Gaza, nous répondrons vigoureusement", a prévenu samedi Abou Obeideh, un porte-parole des Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=167439&language=fr>

Gaza : l'occupation exécute deux raids aériens ont sur Deir el-Balah et Rafah.

Des sources de sécurité palestiniennes ont affirmé que le premier raid a visé, par un missile tiré à partir d'un avion de type "F16", un poste des "Brigades Izz al-Din al-Qassam, l'aile militaire du Hamas, dans l'ouest de la ville de Deir al-Balah, au centre de la bande de Gaza, causant des dégâts considérables, mais aucune blessure n'a été signalée.

L'aviation israélienne a également bombardé un tunnel sur la frontière égyptienne, dans la région « Al Choaut », au sud de Rafah, blessant légèrement un citoyen qui a été transporté à l'hôpital Abou Youssef Al Najjar, perpétrant de lourds dommages à un certain nombre de tunnels voisins.

Il est à noter que l'occupation israélienne a escaladé dernièrement ses raids aériens contre les Gazaouis.

05/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168780&language=fr>

10/01

L'aviation de l'armée d'occupation israélienne a mené deux raids contre la bande de Gaza dans la nuit de dimanche à lundi. Selon les prétentions du porte-parole de l'occupation, ces frappes ont visé des cibles servant de "centres d'activités terroristes qui ont été touchées".

Des membres du gouvernement israélien, dont Sylvan Shalom, le vice-Premier ministre ont laissé planer dimanche la menace d'une nouvelle offensive contre la bande de Gaza si les tirs de roquettes à partir de ce territoire contre le sud des territoires occupés devaient se poursuivre.

Trois personnes, dont deux thaïlandais ont été blessés samedi par des tirs revendiqués par la branche armée de du Jihad islamique, les Brigades d'Al-Qods, à Gaza, en riposte aux agressions israéliennes qui ont fait une dizaine de martyrs ou blessés palestiniens, cette dernière semaine.

<http://www.almanar.com.lb>

12/01/

L'aviation de l'armée d'occupation israélienne a intensifié ses raids contre la bande de Gaza. Dans la nuit de mardi à mercredi, l'occupation a mené trois raids contre le centre du territoire palestinien.

Mardi, une frappe aérienne israélienne a visé un jeune Palestinien, qui circulait sur sa moto, près de Khan Younès (sud de la bande de Gaza), le tuant sur le coup.

Un autre Palestinien a été blessé au cours du raid aérien, ont indiqué des sources médicales palestiniennes.

Selon un communiqué du Jihad islamique publié à Gaza, le Palestinien tombé en martyr, Mohammed Jamil Al-Najar, 25 ans, faisait partie des Brigades Al-Qods, la branche armée du Jihad Islamique.

"Le sang des martyrs ne sera pas versé en vain et la réponse viendra. Au bon moment et au bon endroit", a affirmé le communiqué.

Une porte-parole de l'occupation a confirmé que le raid mené par l'armée de l'air en collaboration avec le Shin Beth, le service de sécurité intérieure, visait un activiste du Jihad islamique "impliqué dans la préparation d'une attaque terroriste massive au cœur d'Israël".

Le porte parole a justifié cet assassinat par le fait que "Cette organisation a été responsable du tir de roquettes vers Israël".

Rappels que lundi, un fermier palestinien est également tombé en martyr suite à un raid contre le nord de la ville de Beit Hanoun.

<http://www.almanar.com.lb>

22/01/2011

Un Palestinien a été tué et deux autres blessés samedi dans la bande de Gaza par des tirs de l'artillerie

israélienne, ont indiqué les services d'urgence palestiniens.

Le mort et les deux blessés, tous âgés d'une vingtaine d'année et dont les identités n'étaient momentanément pas disponibles, ont été évacués vers l'hôpital Shifa de Gaza.

L'incident s'est produit dans un secteur situé à l'est de la ville de Gaza.

Selon les services d'urgence palestiniens, l'armée israélienne a ouvert le feu à la suite de tirs palestiniens d'obus de mortier contre le sud du territoire hébreu.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=171055&language=fr>

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour Palestinienne tuée par des lacrymogènes: un "crime de guerre".

L'Autorité palestinienne a condamné samedi la mort d'une Palestinienne décédée après avoir inhalé des gaz lacrymogènes lors d'une manifestation contre la barrière israélienne en Cisjordanie, dénonçant "un crime de guerre" commis par Israël.

"Nous condamnons ce crime abominable commis par l'armée de l'occupation israélienne à Bilin contre les participants à une manifestation pacifique", a déclaré à l'AFP Saëb Erakat, le principal négociateur palestinien.

"Il entre dans le cadre des crimes de guerre que commet Israël contre notre peuple", a-t-il dénoncé, appelant la communauté internationale à appliquer la quatrième Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre.

Le porte-parole de l'Autorité palestinienne Nabil Abou Roudeina a fait assumer au gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu "l'entière responsabilité de ce crime", dans une déclaration à l'AFP depuis Londres dans laquelle il a dénoncé "l'escalade de la violence israélienne contre des manifestations pacifiques".

01/01

<http://www.almanar.com.lb>

Affrontement à Naplouse

13/01

Les colons et les Palestiniens se sont affrontés, près de Naplouse.

Des dizaines de colons se sont affrontés aux Palestiniens, lors de leur attaque, pour confisquer les terres des Palestiniens, dans le village de Assirah, au sud de Naplouse, en Cisjordanie. Les forces israéliennes sont intervenues, en encerclant la région, et après avoir arrêté un Palestinien, elles l'ont transféré, dans un lieu inconnu

<http://french.irib.ir>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.097
Palestiniens blessés	:
54.844 Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 38
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.210 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6633

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

"Israël a ruiné toute chance" de reprise des négociations de paix.

En détruisant un ancien hôtel à Jérusalem-Est, "Israël a mis fin à toute chance d'un retour aux négociations", estime l'Autorité palestinienne.

Des Palestiniens rassemblés à Jérusalem-Est, pour protester contre la destruction de l'hôtel (AFP) La démolition, dimanche 9 janvier, par **Israël** d'un ancien hôtel à Jérusalem-Est dans le cadre de sa politique de colonisation "a ruiné toute chance" de reprise des négociations de paix, a déclaré le porte-parole de l'Autorité palestinienne.

"En opérant de la sorte, **Israël a ruiné tous les efforts américains** et mis fin à toute chance d'un retour aux négociations", a déclaré dans un communiqué Nabil Abou Roudeina, le porte-parole du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Les autorités israéliennes ont commencé à détruire dimanche matin toute une aile de l'ancien hôtel Shepherd dans le quartier palestinien de Cheikh Jarrah, situé dans la partie orientale de Jérusalem annexée après son occupation en 1967 pour construire sur le site des logements destinés à des colons juif.

Les négociations de paix, brièvement relancées en septembre à Washington après une suspension de 20 mois, sont à nouveau suspendues. Les Palestiniens exigent la prolongation d'un moratoire de la colonisation israélienne, à laquelle le Premier ministre israélien, **Benjamin Netanyahu**, s'est refusé. De son côté, le mouvement islamiste Hamas a dénoncé dans un communiqué distribué à Damas la démolition de l'hôtel qui constitue, selon lui, "**une tentative de judaïser la ville** et d'isoler la Vieille ville des quartiers arabes voisins". Le communiqué appelle les Palestiniens "à faire face à la politique de colonisation sioniste dans la Ville sainte" et demande à l'Autorité palestinienne de "cesser toute négociation avec Israël et de ne plus poursuivre les résistants du **Hamas** pour qu'ils défendent Jérusalem et les droits palestiniens".

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110109.OBS5949/israel-a-ruine-toute-chance-de-reprise-des-negociations-de-paix.html>

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Lieberman juge irréaliste tout accord avant au moins une décennie

Le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a jugé irréaliste tout accord politique avec les Palestiniens avant "au moins une décennie" et a reproché à la communauté internationale d'en "faire trop", et ce, dans un communiqué. "Nous avons une bonne coopération économique et sécuritaire. Nous devons poursuivre la coopération à ces deux niveaux et repenser la coopération à long terme", a déclaré Lieberman, qui a plaidé pour un "accord intérimaire à long terme" avec les Palestiniens. Lieberman a en outre reproché à la communauté internationale d'"en faire trop" à propos des négociations israélo-palestiniennes. "Cela crée toutes sortes d'espoirs et d'attentes et ensuite des frustrations qui mènent à la violence et à des affrontements", a estimé Lieberman. Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, ONU et Russie). 05/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168765&language=fr>

Sur le terrain.

« Israël » rejette catégoriquement les critiques de l'UE... !

« Israël » a rejeté, ce lundi, catégoriquement les critiques de la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, à la suite de la destruction par les autorités d'occupation d'un bâtiment historique palestinien au coeur d'un quartier à l'Est de Jérusalem AlQuds occupée.

"Appeler Jérusalem une colonie constitue un contresens, une insulte contre l'histoire de la ville", a prétendu le porte-parole des Affaires étrangères Yigal Palmor.

"Il est incompréhensible que l'on mélange des questions de droit privé, de droit international et la politique", selon ses propres propos.

Dans un communiqué publié à Bruxelles, Mme Ashton a condamné "fermement" la destruction d'un bâtiment historique

palestinien appartenant au mufti Amin Hussein, dans le quartier palestinien de Cheikh Jarrah, et le projet de construction d'une nouvelle colonie illégale.

Ashton a rappelé que "les colonies sont illégales au regard du droit international".

Les colonies "minent la confiance entre les parties et constituent un obstacle à la paix", a-t-elle assuré soulignant que "Jérusalem-Est fait partie des territoires palestiniens occupés" par Israël et que "l'UE ne reconnaît pas son annexion".

10/01/2011

<http://www.almanar.com.lb>

«On est désolé du départ de notre ami Ben Ali »

Le vice-Premier ministre israélien a affirmé que ce qui s'est passé en Tunisie aura des conséquences fâcheuses sur Israël (...), ajoutant dans son entretien, accordé à la Radio israélienne, que le danger est que le même scénario tunisien pourrait être réédité dans d'autres pays arabes, limitrophes avec Israël, ce qui pourrait nuire à ses intérêts de manière directe.

Le vice-Premier ministre israélien a exprimé son appréhension que le monde connaisse une situation très délicate et il dit : « Ce qui s'est passé en Tunisie pourrait mener à une forte recrudescence au pouvoir de manière démocratique dans d'autres pays arabes, ce qui constituerait une menace à la sécurité d'Israël. Cela, parce que dans ce cas là, « il se pourrait que des régimes élus démocratiquement et qui détestent Israël, auront un impact important sur la menace de la sécurité d'Israël. »

Le même orateur a parlé des intérêts communs existant entre Israël et quelques pays arabes, affirmant que la présente coopération entre Israël et les États arabes, sur les plans sécuritaire et le renseignement, qu'elle soit directe ou indirecte, est précédée par « une pensée commune contre les courants islamistes extrémistes » Le responsable israélien a déclaré que « c'est avec une très grande inquiétude que j'ai suivi les affrontements en Tunisie, surveillant l'évolution des faits en Tunisie » Il a ajouté qu'il a même tenu des séances d'ordre sécuritaire et politique au sein du gouvernement israélien afin de suivre le cours des événements en Tunisie, avec des responsables israéliens présents en Tunisie et avec les grands chefs des ressortissants juifs en Tunisie. »

La dixième chaîne de télévision israélienne a rapporté que des responsables israéliens avaient émis « leur crainte pour le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et pour l'avenir de son régime quelques jours avant sa fuite vers l'étranger. »

La même chaîne a indiqué : « Israël considérait Ben Ali comme l'un des plus importants présidents des pays arabes, soutenant secrètement sa politique dans la région. » Elle a ajouté : « la fuite du président tunisien, le vendredi dernier, à destination de Djeddah en Arabie Saoudite, à cause de la révolte populaire, a fait que les milieux politiques israéliens s'inquiètent de la venue d'un autre président qui changera la politique tunisienne, et verra Israël comme un ennemi et non pas comme un pays ami, comme le considérait Ben Ali auparavant.. »

18/01/2011

<http://www.echoroukonline.com/fra/international/7696-israel-on-est-desole-du-depart-de-notre-ami-zine-el-abidine.html>

Situation dans les géôles israéliennes

Le régime sioniste arrête un quatrième député du Hamas

Un député du mouvement palestinien Hamas a été arrêté mardi à l'aube par l'armée de l'occupation israélienne près de Hébron, en Cisjordanie, a-t-on appris de sources palestiniennes et israéliennes.

Mohammad al-Til, libéré par "Israël" il y a près d'un an après trois années de détention, a été arrêté par des soldats israéliens à son domicile au sud de Hébron, ont précisé à l'AFP son frère Osmane al-Til et des témoins.

En soirée, un porte-parole de l'armée israélienne a confirmé à l'AFP que "Mohammad al-Til, un parlementaire du Hamas, a été arrêté mardi à l'aube".

Cette arrestation porte à quatre le nombre de députés du mouvement récemment détenus par l'entité sioniste, selon des sources au sein du Hamas.

Le dernier en date, Nayef Rajoub, frère de Jibril Rajoub, un dirigeant du Fatah, parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, avait été arrêté le 1er décembre près de Hébron.

Le 10 novembre, un autre député du Hamas, Mahmoud al-Ramahi, avait été arrêté à son domicile à El-Bireh, localité limitrophe de Ramallah (Cisjordanie), moins d'un mois après un autre parlementaire du mouvement à Hébron, Hatem Qafaich.

Tous les quatre faisaient partie des dizaines de parlementaires et ministres du Hamas arrêtés par le régime sioniste.

29/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

350 ouvriers palestiniens dont 22 mineurs arrêtés par l'occupation

02/01

La police d'occupation israélienne a arrêté et agressé plus de 350 ouvriers palestiniens dont 22 mineurs de la Cisjordanie occupée, sous prétexte qu'ils sont interdits de travailler dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

20 femmes et 22 mineurs figurent parmi les ouvriers arrêtés, a notamment souligné la fédération.

Il est à noter que les autorités d'occupation israélienne essaient d'extorquer les ouvriers palestinien en leur proposant des permis de travail en échange de leur collaboration avec les services de renseignements, ce qui les a contraint à travailler sans

permis, faute d'autre alternative.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168338&language=fr>

c) Usa (le parrain)

Politique colonialiste (vue des USA)

Les États-Unis constituent un grave danger pour le monde libre

C'est un ancien membre de l'administration américaine qui a prononcé cet avis, l'ex-secrétaire d'état américain à la justice Ramzi Clarks, dans son intervention prononcée à l'Université islamique de Gaza, intitulé « Le droit internationale et l'avenir de la cause palestinienne ».

« Les états-Unis sont devenus un danger pour le monde libre car ils détiennent les moyens technologiques qui leur permettent de commettre des crimes de guerres partout dans le monde », a-t-il déclaré, à la fin de son allocution. Clarks avait auparavant violemment fustigé le fait que « les États-Unis exercent leur emprise sur les décisions onusiennes, et veulent y imposer leurs points de vue ».

Il a rappelé à cet égard que toutes les tentatives de défense des droits du peuple palestinien, et toutes les affaires qui ont été soulevées contre l'occupation pour les crimes qu'elle a commises, ont été avortées en raison de l'intervention américaine ».

Et d'ajouter : « nous en tant que juges et représentants de la loi sommes inquiets du renoncement américain du droit international, et des conditions désastreuses subies par le peuple palestinien ».

Expliquant l'incapacité de traduire en justice les auteurs de crimes de guerre contre le peuple palestinien, en raison de l'absence de couverture, et ce malgré la présence de preuves.

08/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169219&language=fr>

Najate Zougari : Tariq Ali : Barack Obama : L'impérialisme à visage humain .

Depuis plus de 40 ans, Tariq Ali, historien né au Pakistan et figure de la gauche radicale britannique, analyse et critique la politique étrangère des États-Unis qu'il qualifie d'impérialiste. À l'occasion de la traduction en français de son dernier livre, Obama s'en va-t-en guerre (Éditions La Fabrique, 2010), nous l'avons rencontré pour l'interroger sur les conflits engagés par les États-Unis. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama aurait-elle modifié la vision du monde de la bannière étoilée ? Ses propos, tout comme l'argumentation du livre, balaient l'ensemble des illusions formées sur la présidence du métis de la Maison Blanche. Le dirigeant actuel, en dépit d'une couleur dont il a su habilement jouer, s'est contenté de marcher dans les pas de son prédécesseur friand de bretzels, de chapeaux texans et de croisades contre « l'Axe du Mal ». Assurément plus cultivé et plus sympathique que George W. Bush, ce qui n'était guère difficile, Obama a pourtant fait pire dans certains contextes – l'Afghanistan et le Pakistan. Retour sur la politique étrangère de l'Oncle Barack.

CQFD : L'ambassade des États-Unis en France a récemment invité une série d'individus « issus de la diversité ». Comment expliquez-vous l'engouement des personnes qui ont accepté cette invitation et comment interpréter cette entreprise américaine de séduction dans les recoins populaires de la République française, notamment la banlieue ?

Tariq Ali : Lors de la victoire d'Obama, les États-Unis ont décidé qu'ils allaient exploiter au mieux l'événement. J'ai écrit dans mon livre qu'Obama était la facette la plus inventive de l'impérialisme. C'est exactement ce que montrent les invitations lancées aux minorités. Or, maintenant, ça fait de moins en moins recette. L'excitation qui consistait à avoir un président métis à la Maison Blanche est passée. En dernière instance, ce qui compte, c'est ce que vous faites, vos politiques et leur capacité à provoquer un changement... Ce changement n'a pas vraiment eu lieu. Le fait qu'il ne soit pas blanc devient alors sans intérêt, sauf pour les fanatiques de droite qui l'attaquent encore au moyen d'allégations stupides. Une vaste majorité d'Afro-Américains n'a pas voté pour Obama lors des récentes élections de mi-mandat. Je pense que beaucoup de ceux qui acceptent les invitations de l'ambassade américaine se sentent flattés, parce qu'ils n'ont probablement pas l'habitude d'être invités dans ce type de lieu. Ils projettent leurs propres illusions sur Obama : « Il va faire ceci, il va faire cela. » Or, en pratique, le bilan des réformes est plutôt décevant.

Quelle fonction Obama peut-il alors jouer dans l'économie du rêve américain ? Et à quelle hypothèse de résistance cette fonction peut-elle renvoyer ?

Dans un système politique américain dominé par deux partis qui défendent les intérêts des plus riches et cherchent à maintenir les acquis de l'impérialisme américain, la seule hypothèse valable que l'on puisse former est celle d'un troisième parti qui serait différent, qui refléterait d'autres intérêts, sociaux et politiques. Je pense qu'il pourrait recueillir les suffrages de deux à trois millions de personnes. Mais, à ce jour, les États-Unis ne sont pas parvenus à réaliser cette hypothèse. En contrepartie, nous avons une oligarchie bien réelle, une oligarchie politique, économique et militaire qui dirige en permanence le pays. L'un des plus grands politologues américains, Sheldon Wolin, a écrit un livre, Democracy Incorporated, dans lequel il démontre que la démocratie américaine est mise en danger par l'omnipotence des grandes entreprises et par le fait que, pour devenir président, il faut dépenser des millions et des millions de dollars avant seulement de pouvoir prétendre à cette place.

Donc, la question qui se pose est : combien de temps ce système de gouvernance peut-il encore durer avant que ne s'organise la résistance du peuple américain ?

Lors du bombardement de Gaza par l'armée israélienne pendant vingt-deux jours consécutifs, le président demeura silencieux. Est-ce un effet de l'autocensure liée aux poids des groupes de pression tels que l'influent American israel public affairs committee (Aipac) ou l'expression d'une défense des intérêts américains au Proche-Orient ?

Il y a un grand débat sur cette question aux États-Unis. On trouve des gens qui pensent que c'est dans l'intérêt des États-Unis de protéger Israël, quel que soit le prix à payer, d'autres qui considèrent que la politique américaine à l'endroit d'Israël est irrationnelle et contrevient plus largement aux intérêts américains dans la région. Et je suis plutôt d'accord avec cette deuxième position. Israël est complètement intégré à la structure même de la politique américaine. D'ailleurs, le chef d'état-major d'Obama, Rahm Emmanuel, a été commandant dans l'armée israélienne.

Les médias américains couvrent le conflit israélo-palestinien sans la moindre contextualisation : on raconte qu'Israël se défend contre des attaques terroristes. Mais, depuis Gaza et le rapport du juge Goldstone, il y a eu un tournant et les divergences à l'intérieur même de la communauté juive sont apparues au grand jour.

Il faut souligner que la France est le pays où il est le plus difficile de formuler ces commentaires. Une poignée d'individus dans les médias dominants ont placé cette question en zone interdite. Je me rappelle quand j'ai publié le roman *Un sultan à Palerme*, j'étais supposé me rendre à France Culture pour une longue interview. À la dernière minute, ils annulent. Ils ont expliqué à mon éditrice, Sabine Wespieser : « Il a trop écrit sur la Palestine. »

Comment expliquez-vous la continuité de la politique menée par Bush ? Quel projet est-il globalement fixé et la politique d'Obama a-t-elle les moyens d'y parvenir ?

Le régime d'Obama est assurément un régime de continuité : tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La politique étrangère de Bush a donc été poursuivie, à l'exception de l'Afghanistan et du Pakistan pour lesquels Obama est bien pire que Bush. Il a provoqué une escalade de violence, et fait plus de morts que Bush lui-même, avec les attaques de drones. L'explication est très simple : un président américain dirige non seulement les États-Unis mais aussi le système impérialiste qu'il se doit de préserver. À moins que des mouvements sociaux ne se créent par le bas ou que les États-Unis essuient un revers magistral dans quelque endroit du monde, je ne vois pas comment la situation pourrait changer.

Quand les drones américains ont frappé le Pakistan, ces attaques aériennes ont été qualifiées de « bavures militaires ».

Comment Obama a-t-il justifié ce total de 183 frappes au 10 octobre 2010 ?

Des militaires pakistanais ont dit aux forces US : « Dans cette maison, il y a des terroristes. » Alors, à une centaine de kilomètres d'altitude, ils ont détruit cette cible avec un drone. Quand je vais au Pakistan, où j'ai souvent l'occasion de me rendre, on me demande si je veux voir les maisons de ceux qui ont été tués, et vous savez qu'il s'agit, dans 90 % des cas, de gens ordinaires. Il y a presque un an, quand il y avait des manifestations à Téhéran et qu'une femme a été tuée [Neda Soltani, dont la mort a été filmée et diffusée sur Internet, ndlr.], l'ensemble des médias occidentaux s'est saisi de l'événement et Obama est apparu larmoyant à la Maison Blanche tandis que les gouvernants européens poussaient de hauts cris. Ce même jour exactement, les drones américains tuaient cinquante personnes au Pakistan : des femmes et des enfants pour la plupart d'entre eux. Qui s'en est ému ?

Le président Obama considère l'Afghanistan et le Pakistan comme une zone de guerre unique : l'Afpak. Pouvez-vous décrire plus précisément cette zone et développer les enjeux géostratégiques qui y sont rattachés ?

La zone Afpak est la zone interfrontalière dans laquelle vivent les Pachtoune. Ils s'offrent mutuellement refuge, évidemment. D'un côté ou de l'autre de la frontière, vous avez des gens du même village, de la même tribu, qui parlent la même langue.

Des liens se nouent et, souvent, il y a des mariages. Les Américains essaient de détruire cela et la stratégie consiste simplement à vider les lieux. Ils ont ainsi poussé l'armée pakistanaise à déplacer deux millions de personnes de cette région et à détruire leurs villages. Ces gens vivent maintenant dans des camps de réfugiés, au sein de leur propre pays. Voilà ce qu'est l'Afpak et voilà ce dont Obama est responsable et pourquoi les Pakistanais le détestent.

Les Américains croient qu'ils ne peuvent pas gagner la guerre en Afghanistan à cause du refuge trouvé par les militants au Pakistan. C'est la vieille rengaine impérialiste : on ne peut pas gagner au Vietnam, alors, bombardons le Cambodge ! Ils font exactement la même chose dans cette région, et ils créent davantage d'ennemis et davantage de haine. Jamais ils ne gagneront la guerre en Afghanistan. La seule question, c'est : combien de gens vont-ils encore tuer avant de se retirer ? Et le fait que des pays européens aient des troupes là-bas est révoltant car la plupart de leurs citoyens sont opposés à cette guerre. Les opinions ne sont pas dupes du fait qu'il s'agit d'une guerre cynique ne remplissant plus aucune fonction. Les Américains ont donné le pouvoir aux personnes les plus corrompues du pays : la famille Karzai s'est enrichie dans le commerce parallèle, le trafic d'héroïne et les détournements de fonds. Voilà ce à quoi l'Occident apporte son soutien ! Grâce à un bulletin de la CIA, on sait que le moyen de gagner les cœurs et les esprits en Europe consistait à justifier cette guerre par l'émancipation des femmes... Or, la condition des femmes s'est dégradée avec l'occupation. Le nombre de bordels a augmenté de 500 % depuis le début de l'occupation ! Voilà comment les États-Unis et leurs alliés de l'Otan libèrent les femmes !

Concernant l'Afghanistan, vous écrivez : « les avancées dont les médias nous rebattent les oreilles sont illusoires ». Pouvez-vous expliquer le rôle des médias dans l'assentiment à la guerre d'une large fraction de l'opinion publique occidentale ?

Les choses sont simples : à chaque fois que l'Occident part en guerre, les médias sont à ses côtés. Et maintenant, il y a de plus en plus de médias embarqués [embedded medias], des journalistes qui vivent avec les soldats, qui vont en mission avec eux.

Ainsi, même s'ils n'étaient pas tellement pro-guerre au départ, ils le deviennent car ils s'identifient aux soldats qui veillent sur eux.

L'analyse critique des médias en temps de guerre est inexistante. Les journalistes sont devenus des propagandistes : le consensus néolibéral et la justification de la guerre se retrouvent dans la plupart des journaux de référence. Parfois, en privé, ils peuvent avouer : « Oui, nous savons que c'est de la merde, mais bon. » En public, ils continuent d'écrire ce qu'il faut écrire pour percevoir leur salaire.

La lutte contre ce consensus de façade ne peut être menée qu'à travers les médias alternatifs. C'est ce qui émerge lentement, le fait que nous ayons le web et des sites – Counterpunch, Democracy Now – que beaucoup de monde va visiter, notamment quand il y a une guerre, prouve que les gens ne croient même plus en leur propre presse ! Cette presse tire avantage du fait que nous vivons dans un monde consumériste, dépolitisé, fondé sur le crédit et l'intérêt pour la vie des célébrités. La presse alternative pourrait enrayer ce processus.

Pensez-vous que les récentes « révélations » de Wikileaks soient une expression de ces nouveaux médias alternatifs dont vous faites l'éloge ou simplement un tour de passe-passe spectaculaire par lequel les médias dominants se blanchissent à bon compte ?

Je pense qu'il ne faut pas sous-estimer les révélations de Wikileaks. Elles ont embarrassé le gouvernement d'Obama et ses satrapes européens, comme le démontrent les poursuites à l'encontre de Julian Assange. Certains médias de référence, eux-mêmes, ont été gênés de devoir publier ces « leaks ». Gareth Porter de Counterpunch a critiqué les publications partielles de câbles diplomatiques par le New York Times et le Washington Post : l'acquisition supposée de missiles nord-coréens par l'Iran a ainsi été rapportée, mais le câble où cette version est réfutée par les Russes est passé sous silence, ainsi que celui où la présence de tels missiles n'est clairement pas prouvée. Certains de ces câbles peuvent donc être assimilés à des ragots diplomatiques, mais pas tous. Ils confirment plutôt ce que nous savions déjà des politiques impérialistes.

Najate Zougari

CQFD

janvier 16th,

<http://www.inversalis-productions.eu/blog/2011/01/barack-obama-limperialisme-a-visage-humain/>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Le convoi de solidarité Asie-Gaza est entré dans le territoire assiégé.

Dans le cadre d'une mission d'aide venue d'Asie, un convoi transportant de l'aide alimentaire et des fournitures médicales pour les Palestiniens assiégés, est arrivé dans la bande de Gaza.

L'*Asia to Gaza Solidarity Caravan*, (Asie 1) est entrée dans la bande côtière à travers le poste frontière de Rafah en Egypte, ce lundi.

Quelque 105 militants défenseurs des droits de l'homme, se sont réunis au passage frontalier. La plupart d'entre eux se sont rendus en Egypte depuis la Syrie. Huit autres militants sont arrivés dans le port égyptien d'El Arish à bord d'un navire.

Les autorités égyptiennes ont empêché des militants iraniens d'entrer avec le convoi en Egypte.

Le convoi a parcouru 7 000 km, mais est resté bloqué dans Latikia, au nord-ouest de la Syrie pendant plus d'une semaine, attendant une autorisation égyptienne.

Le convoi d'aide humanitaire a commencé son voyage dans la capitale indienne, New Delhi. Il a traversé l'Iran, la Turquie, le Liban et la Syrie pour atteindre l'Egypte et, enfin, la bande de Gaza.

Les militants ont déclaré qu'ils voulaient donner la preuve de leur solidarité avec le peuple palestinien dans sa résistance contre Israël.

Depuis la mi-juin 2007, Tel Aviv est responsable d'un blocus tous azimuts, terrestre, aérien et maritime, contre les 1,5 million de Palestiniens qui vivent dans l'enclave.

L'embargo continue alors que la bande de Gaza est loin de s'être remise de la guerre israélienne de décembre 2008 et janvier 2009, qui a coûté la vie à plus de 1400 Palestiniens, infligeant aussi des dommages à l'économie locale estimés à plus de 1,6 milliard de dollars.

4 janvier

Traduction : Info-Palestine.net

<http://www.presstv.ir/detail/158381.html>

Convoi d'Asie à Gaza: La majorité de l'aide est fournie par l'Iran.

Le chef de la délégation bahreïnienne faisant partie du convoi Asie 1 a affirmé que la majorité de l'aide envoyée à Gaza a été fournie par le peuple iranien.

M.Mohammad Chehabi, a exprimé ses regrets quant aux mesures prises par les autorités égyptiennes à l'encontre des activistes iraniens.

Il a affirmé que l'Iran a joué un rôle primordial dans la mise en place de ce convoi. « Je ne vous révèle pas un secret, la majorité des marchandises qu'on a achetées pour les Gazaouis sont des dons du peuple iranien ».

Par ailleurs, les étudiants iraniens ont réagi à leur façon au refus égyptien d'accorder des visas aux activistes iraniens faisant partie du convoi d'aide d'Asie pour Gaza. Les étudiants des universités de Téhéran se sont rassemblés devant le bureau des

intérêts de l'Egypte en Iran.

Ils ont scandé des slogans dénonçant la décision du gouvernement égyptien et critiqué l'indifférence des Etats arabois-islamiques face au blocus de Gaza.

Entre-temps, Salim Ghaffouri, un des activistes iraniens a déclaré que "le refus égyptien de délivrer des visas aux membres iraniens fait partie d'un jeu israélien".

"Cette mesure est conforme à la ligne politique du régime sioniste", a pour sa part affirmé le Chef de la délégation iranienne, au sein du convoi asiatique pour Gaza, Hossein Rouyvaran.

04/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168657&language=fr>

Arrivée à Gaza par l'Egypte d'un convoi venu de l'Inde.

Une centaine de militants pro-palestiniens appartenant à un convoi terrestre venu d'Asie sont entrés dans la nuit de dimanche à lundi dans la bande de Gaza par le terminal de Rafah, à la frontière avec l'Egypte.

La cargaison du convoi, acheminée séparément de Syrie vers la péninsule égyptienne du Sinaï, devait arriver lundi dans la journée, a indiqué à l'AFP l'organisateur indien Feroz Mesberola.

« Les autorités égyptiennes ont empêché plusieurs militants d'entrer à Gaza », a-t-il précisé.

Le convoi, baptisé « Asie 1 », est parti d'Inde début décembre afin de parvenir au territoire palestinien le 27 décembre, date du deuxième anniversaire du début de la tuerie israélienne de fin 2008 contre la population de la bande de Gaza.

Le bateau transporte des produits médicaux et alimentaires, des jouets, quatre autobus et dix groupes électrogènes pour les hôpitaux, une cargaison d'une valeur totale d'un million de dollars.

janvier 9th, 2011 Posted in [Evènements](#)

<http://www.inversalis-productions.eu/blog/2011/01/arrivee-a-gaza-par-l%e2%80%99egypte-d%e2%80%99un-convoi-venu-de-l%e2%80%99inde-publie/>

Commission Européenne

Discours d'une mère israélienne devant le Parlement Européen.

Dr Nurit Peled-Elhanan est la maman de Smadar Elhanan, une fille de 13 ans tuée en septembre 1997 lors d'un attentat suicide à Jérusalem.

Permettez-moi, tout d'abord, de vous remercier pour votre invitation à cette journée.

C'est toujours un honneur et un plaisir d'être ici parmi vous, au sein du Parlement européen.

Toutefois, je dois avouer qu'il aurait été plus judicieux si vous aviez invité une femme palestinienne à ma place, car les femmes qui souffrent le plus dans mon pays sont les femmes palestiniennes.

C'est pourquoi je voudrais dédier mon discours à Miriam R'aban et son époux Kamal de Bet Lahiya dans la Bande de Gaza, dont les cinq petits enfants avaient été tués par des soldats israéliens alors qu'ils cueillaient des fraises dans la fraiserie familiale. Evidemment, ce meurtre ne sera jamais jugé. Lorsque j'ai demandé aux organisateurs la raison pour laquelle une invitation n'a pas été adressée à une femme palestinienne, on m'a répondu que cela risquerait de trop focaliser les discussions. J'ignore ce qu'est la violence non localisée. Je sais par contre que le racisme et la discrimination, bien qu'ils soient des concepts théoriques et des phénomènes universels, ont toujours un impact local. La douleur, tout comme l'humiliation, l'abus sexuel, la torture, la mort et même les cicatrices sont tous locaux.

Cependant, il est quand même déplorable de constater que la violence qu'exercent le gouvernement israélien et son armée sur les femmes palestiniennes se soit répandue à travers tout le globe. En fait, la violence, quelle soit de l'état ou de l'armée, collective ou individuelle est aujourd'hui le sort des femmes musulmanes, pas uniquement en Palestine, mais partout dans le monde ; dans chaque contrée où le monde occidental émancipé tend et impose son empreinte impérialiste. C'est une violence qui n'est presque jamais abordée et qui est passivement tolérée par la plupart des personnes en Europe et au Etats-Unis. Tout cela parce que le soi-disant monde libre craint la matrice musulmane.

La grande France, par exemple, dont la devise est « Liberté, Egalité, Fraternité » a peur des petites filles voilées. De son côté, le grand Israël craint la matrice musulmane que ses ministres désignent comme une menace démographique.

La toute-puissante Amérique et la Grande Bretagne sont en train de corrompre, respectivement, leurs citoyens en leur transmettant une peur aveugle à l'égard des musulmans. Ces derniers sont appelés de tous les noms d'oiseaux et décrits comme étant des ignobles, des primitifs, des sanguinaires en dehors du fait qu'ils soient anti-démocratie, chauvins et producteurs en masse de futurs terroristes. Pourtant, les individus qui détruisent le monde aujourd'hui ne sont pas musulmans ; l'un d'entre eux est un fervent chrétien, l'autre est Aaglican et un troisième qui est juif non pratiquant.

Je n'ai jamais fait l'expérience des souffrances subies chaque jour et chaque heure par les femmes palestiniennes, et j'ignore la nature de la violence qui transforme la vie d'une femme en un enfer permanent. Ces femmes souffrent le martyre à cause de la torture mentale et physique endurée au quotidien. Elles sont privées de leurs droits humains les plus fondamentaux et du droit de chacun à jouir d'une dignité et d'une intimité. En effet, à n'importe quel moment de la journée, comme de la nuit, leurs maisons sont prises d'assaut et ces femmes, sous la menace de l'arme, sont forcées de se dévêtir, laissées nues devant des étrangers et sous les yeux de leurs propres enfants. Ces femmes, dont les maisons sont démolies, sont privées de tous moyens d'existence et d'une vie familiale normale. Tout cela ne fait pas partie de mon expérience personnelle. Cependant, je

suis victime de la violence à l'encontre des femmes dans la mesure où la violence contre les enfants n'est autre qu'une violence contre les mères.

En effet, je considère les femmes palestiniennes, Irakiennes et Afghanes comme mes sœurs car nous sommes toutes à la merci des mêmes criminels sans scrupule qui se sont autoproclamés leaders du monde libre et émancipé. Hélas, c'est au nom de cette liberté et de cette émancipation qu'ils volent nos enfants.

En outre, un véritable conditionnement et un lavage de cerveau intense ont aveuglé les mères israéliennes, américaines, italiennes et britanniques. Elles ne peuvent plus réaliser que les seules sœurs et alliées qu'elles peuvent avoir dans ce monde sont les mères musulmanes palestiniennes, irakiennes ou afghanes, dont les enfants sont tués par les nôtres, ou bien, choisissent de se faire exploser et de voler en morceaux en emportant notre progéniture avec eux.

Elles ont donc perdu la faculté d'analyser puisque leur cerveau a été conditionné ou même infecté par des virus produits par les politiciens. Ces virus, bien que dissimulés sous plusieurs appellations glorieuses comme Démocratie, Patriotisme, Dieu ou Patrie, sont en réalité identiques. Ainsi, ils découlent d'idéologies fausses et erronées visant à enrichir les riches et à donner le pouvoir aux puissants.

C'est pourquoi, nous sommes toutes victimes d'une violence à la fois mentale, psychologique et culturelle qui nous transforme en un groupe homogène constitué de mères endeuillées ou potentiellement endeuillées.

Les mères occidentales, du fait de tous les enseignements qu'elles reçoivent, sont persuadées que leur matrice est un atout national alors que celle des musulmanes n'est qu'une menace internationale. On leur a malheureusement enseigné de ne jamais s'écrier : « Je l'ai mis au monde, je l'ai allaité, il est à moi et je n'accepterais jamais qu'il fasse partie de ceux dont la vie est ne vaut pas un sou, puisque moins précieuse que le pétrole, et dont l'avenir ne vaut pas un morceau de terre ».

En fait, nous sommes toutes terrorisées par une éducation qui envenime nos esprits et qui nous pousse à croire que tout ce que nous pouvons faire est de prier pour que nos enfants retournent chez eux, ou bien de se montrer fières devant leurs corps sans vie.

Nous avons toutes été, faut-il le souligner, élevées de manière à supporter en silence toutes ces épreuves, à contenir notre peur et notre frustration, à soigner notre anxiété avec le Prozac, mais à ne jamais acclamer Mère Courage en public. Ne jamais être une véritable maman juive, italienne ou irlandaise.

Je suis une victime de la violence d'Etat. Mes droits naturels et civils en tant que mère ont été violés et continuent de l'être car j'appréhende le jour où mon fils, ses 18 ans fêtés, me sera arraché et sera emmené loin de moi pour servir de pion entre les mains des criminels appelés Sharon, Bush et Blair ainsi que leur clan des généraux assoiffés de sang, de pétrole et de terre. Eu égard au monde dans lequel je vis, à l'état dans lequel je vis, au régime auquel je suis soumise, je n'oserais sûrement pas proposer aux femmes musulmanes des idées pour changer leurs vies. Je ne voudrais pas qu'elles se dévoilent la tête ou qu'elles adoptent une méthode différente pour élever leurs enfants. Je ne me permettrais pas de les conseiller vivement de bâtir et d'instaurer des Démocraties suivant le modèle occidental qui les méprisent, elles et les leurs.

Je voudrais seulement leur demander humblement d'accepter d'être mes sœurs. Je voudrais leur avouer que je reste admirative devant leur persévérance et leur courage pour ne pas abandonner, pour continuer à avoir des enfants et surtout, pour préserver une vie familiale empreinte de dignité en dépit des conditions de vie absurdes imposées par mon monde. Je voudrais également leur assurer que la même douleur qui nous déchire nous a unies car nous sommes toutes victimes de la même violence, même s'il faut reconnaître que leur souffrance surpasse la nôtre puisque ce sont elles que mon gouvernement et son armée, financés par mes impôts, maltraitent et malmènent.

Par ailleurs, je tiens à signaler que l'Islam en soi, comme le Judaïsme en soi et même le Christianisme, ne constituent aucune menace pour moi. Par contre, la véritable menace émane de l'impérialisme américain, de l'indifférence et de la coopération européenne, du racisme israélien et de son système d'occupation hostile. Et c'est le racisme, la propagande pédagogique et la xénophobie imprimée dans les esprits qui incitent et amènent les soldats israéliens, pour des « prétendus » motifs de sécurité à sommer les femmes palestiniennes, sous la menace de l'arme, de se déshabiller sous les yeux de leurs enfants. C'est aussi l'extrême mépris et manque de respect et de considération qui conduisent les soldats américains à violer des femmes Irakiennes. Les mêmes raisons autorisent les geôliers israéliens à enfermer des jeunes femmes dans des conditions des plus inhumaines et barbares, en l'absence d'un minimum d'hygiène.

Les femmes prisonnières sont privées d'électricité pendant l'hiver, d'eau ou de matelas propres. Pire encore, elles sont séparées de leurs bébés nourris au sein et de leurs petits enfants. Le supplice se poursuit pour ces femmes pour lesquelles le chemin de l'hôpital est barré, celui de l'éducation bloqué, leurs terres confisquées, leurs arbres déracinés, et travailler leurs terres et champs leur est désormais interdit.

J'essaie de me mettre à la place des femmes palestiniennes, mais je peine à les comprendre ou à comprendre et à sentir leur douleur. J'ignore aussi combien j'aurais survécu à une telle humiliation et à un tel irrespect de la part du monde entier.

Par contre, ce dont je suis entièrement consciente est que la voix des mères à été très longtemps étouffée dans cette planète dévastée par la guerre. Comment peut-on ouïr et témoigner des pleurs des mères si elles ne sont pas invitées à des forums internationaux comme celui d'aujourd'hui ?

Même si tout ce que je possède n'est pas exhaustif, je demeure convaincue, sans jamais l'oublier, que ces femmes sont mes sœurs et que mon devoir envers elle consiste à pleurer pour elles, à me battre pour elles. Il faudrait se rappeler que ces femmes perdent leurs enfants dans des fraiseraias ou sur des routes crasseuses près des check-points. Sur le chemin de l'école, ils sont ciblés par les tirs de nos enfants qui ont été élevés suivant le concept leur dictant que l'amour et la compassion sont liés à la race et à la religion.

Devant toutes ces femmes et tous ces enfants trahis, je ne peux qu'apporter mon soutien tout en reprenant la question d'Anna Akhmatova (une autre femme ayant vécu sous un régime de violence contre les femmes et les enfants) : pourquoi est-ce que ce filet de sang déchire le pétale de ta joue ?

Monde

1 Chili

Le Chili reconnaît la Palestine comme Etat libre et indépendant

Le Chili a reconnu vendredi la Palestine comme Etat libre et indépendant, imitant ainsi plusieurs autres pays d'Amérique latine dont l'Argentine et le Brésil, c'est ce qu'a annoncé le chef de la diplomatie Alfredo Moreno .

Le gouvernement du Chili a résolu aujourd'hui d'accorder sa reconnaissance à l'existence d'un Etat de Palestine comme Etat libre, indépendant et souverain", a déclaré le ministre des Affaires étrangères dans une déclaration lue au ministère .

La déclaration ne fait pas mention d'un tracé des frontières de cet Etat palestinien.

Le chef de la diplomatie chilienne a annoncé en revanche que le président chilien Sebastian Pinera doit effectuer les 4 et 5 mars prochain une visite en « Israël » et dans les territoires palestiniens.

Début décembre, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie puis l'Equateur ont reconnu la Palestine comme "un Etat libre et indépendant à l'intérieur des frontières de 1967", c'est-à-dire pas toute la Palestine, dont une grande partie a été occupée par les sionistes en 1948.

L'Uruguay a annoncé qu'il ferait de même en 2011, sans préciser dans quelles frontières.

Cuba, le Venezuela, le Nicaragua et le Costa Rica reconnaissaient déjà l'Etat palestinien.

Cette vague de reconnaissances latino-américaines a alarmé l'entité sioniste et suscité la désapprobation de Washington, pour qui "toute action unilatérale est contre-productive", selon le département d'Etat.

08/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169194&language=fr>

Equateur

L'Equateur, à son tour, reconnaît la Palestine comme Etat indépendant.

Après le Brésil, l'Argentine, et la Bolivie, c'est au tour de l'Equateur de reconnaître la Palestine comme un Etat à part entière. Le 24 décembre, le président Rafael Correa a signé la reconnaissance officielle de son gouvernement d'une Palestine « libre et indépendante dans ses frontières de 1967 », c'est-à-dire avant l'occupation israélienne. L'Uruguay va prochainement faire la même démarche.

C'est une lame de fond sud-américaine, une vague qui s'est formée début décembre au Brésil. En quelques jours elle a atteint l'Argentine, et cette vague n'a pas cessé de gonfler à mesure que les semaines ont passé. L'Uruguay a annoncé dans la foulée qu'il allait rejoindre le mouvement, bientôt, en 2011. Cette semaine, la Bolivie a rejoint le groupe. Vendredi 24 décembre 2010, veille de Noël, c'est l'Equateur qui a annoncé sa reconnaissance officielle de la Palestine comme Etat « libre et indépendant, dans ses frontières de 1967 », c'est-à-dire avant l'occupation des territoires palestiniens par Israël après la guerre de juin 1967.

Difficile de ne pas constater qu'il y a derrière cette série un « mouvement concerté », de nature incontestablement « régionale ». Autant dire, une offensive diplomatique latino-américaine, conduite par des poids lourds du sous-continent ou plutôt une contre-offensive après l'échec de la dernière tentative nord-américaine. Les Etats-Unis n'ont en effet pas réussi à convaincre les Israéliens de geler le processus de colonisation de la Cisjordanie et à ramener les belligérants à la table des négociations. Ces reconnaissances créent un contexte politique évidemment beaucoup plus favorable aux Palestiniens qui peuvent désormais compter sur un bloc sud-américain solide et impliqué dans la recherche de voies alternatives à celles proposées par Washington, jusque-là stériles. Pour les Israéliens, la situation est infiniment moins confortable. Cette vague de reconnaissances suscite d'ailleurs des regrets à Tel-Aviv et de la désapprobation à Washington.

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-equateur-et-palestine-63714098.html>

Guyana

Le Guyana reconnaît l'Etat Palestinien.

14/01

Comme d'autres pays de l'Amérique du Sud, la république de Guyana a reconnu le futur Etat palestinien, lit-on dans un communiqué de la diplomatie de cet Etat diffusé jeudi.

Cette démarche "contribuera au règlement du conflit palestino-israélien et à l'instauration d'une paix durable dans la région", précise le document.

Ainsi, le Guyana est devenu le septième pays d'Amérique du Sud à reconnaître l'Etat palestinien dans ses frontières de 1967 au cours de ces deux derniers mois, à l'instar du Brésil, de l'Argentine, de la Bolivie, de l'Uruguay, de l'Equateur et du Chili. L'actuel processus de paix palestino-israélien a débuté en 1993. Les Palestiniens plaident pour le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens occupés suite à la guerre de 1967 (Cisjordanie, Bande de Gaza et Jérusalem-Est), où ils envisagent de créer leur Etat avec Jérusalem-Est pour capitale.

Pour sa part Israël qualifie les tentatives de reconnaître l'Etat palestinien d'absurdes et de contre-productives pour le processus de paix.

Mexique

Le Mexique condamne la colonisation israélienne.

Le Mexique a condamné la construction de colonies de peuplement juif à l'Est de Beit-ol-Moqadas. Cité par Xinhua, le ministère mexicain des Affaires étrangères a condamné, mardi, la destruction d'un hôtel historique, dans l'Est de Qods, ce qu'il a qualifié de violation des lois internationales. Dans le cadre de la politique de judaïsation de Qods, les militaires israéliens ont commencé, dimanche, les travaux de destruction de l'hôtel Shepherd, à Qods oriental, où le régime sioniste envisage d'implanter, à l'avenir, des logements pour les Juifs. Outre les Palestiniens, cette mesure a fait réagir la Ligue arabe, l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence Islamique, qui l'ont, tous, condamné et qualifiée d'illégitime.

12/01/2011

<http://french.irib.ir>

Turquie

Erdogan : la Turquie se tiendra aux côtés du Hamas

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que son pays est aux côtés du Hamas, le qualifiant de mouvement de la résistance et de parti politique respectueux des élections. Son pays exclut toute réalisation de la paix dans la région sans eux.

« Nous sommes aux côtés du Hamas quand le droit est pour eux, parce que le mouvement Hamas est un mouvement de résistance. Je ne considère pas le Hamas comme 'terroriste'. Ce sont des gens qui défendent leur terre, et c'est est un groupe politique qui a participé à des élections et les a remportées, » a déclaré Erdogan Al-Jazira, mercredi soir.

Le Premier ministre turc a accusé ceux qui qualifient le Hamas « d'ennemi de la démocratie » de ne pas donner au parti la possibilité d'agir sur le plan politique. « Ils ont été en mesure de placer tous les obstacles devant eux (Hamas), de sorte qu'ils ne réussissent en aucune façon. »

Erdogan a exhorté Tony Blair du Quartet à inclure le Hamas dans le processus de paix, en disant : « La paix ne sortira pas d'une table d'où le Hamas est exclu. »

« Actuellement, le Fatah et le Hamas sont deux éléments importants en Palestine. Si vous prenez en compte un élément et pas l'autre, la paix entre Palestiniens ne se matérialisera pas. »

Le Premier ministre turc a appelé le gouvernement israélien à verser des compensations pour l'attaque sur le navire Mavi Marmara en mai 2010 qui a tué neuf citoyens turcs.

« Nous voulons qu'Israël, après avoir renvoyé le navire Marmara chez nous, présente des excuses, paye des compensations, et, troisièmement, lève le siège. Gaza est une prison à ciel ouvert. Ils n'ont pas le droit de condamner tous ces gens à la prison. Si ces demandes ne sont pas respectées, nos relations ne reviendront pas à ce qu'elles étaient. »

Erdogan s'est exprimé durement contre Avigdor Lieberman, ministre israélien [issu de l'extrême-droite raciste et xénophobe - N.d.T] des affaires étrangères, en disant : « Lieberman a commis tous les actes ignobles imaginables. » Il a aussi déclaré que le gouvernement actuel de Netanyahu était au pire des relations avec la Turquie.

14 janvier

Al Qassam Website

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9963

Erdogan : "Lieberman est un gros problème pour Israël" ()

Le Premier ministre turc a déclaré que le ministre sioniste des Affaires étrangères est un gros problème pour ce régime factice.

Selon l'Agence de presse française, câblant de Dubaï, Recep Tayyip Erdogan a déclaré, à ce propos, que la présence d'Avigdor Lieberman, qui est une figure ultranationaliste, à la tête de la diplomatie israélienne, est une faute grave et peut être considérée comme une difficulté fondamentale, pour Tel-Aviv. Le Premier ministre turc a affirmé que, si les Israéliens veulent éliminer cette difficulté, ils devront mettre à l'écart Avigdor Lieberman. Il a, également, ajouté que Lieberman constitue un gros problème qui, si Israël ne le surmonte pas, à l'avenir, causera de graves et insolubles difficultés aux Israéliens. Les déclarations du ministre turc interviennent, à un moment où Lieberman s'est opposé à ce que Tel-Aviv présente des excuses à Istanbul, pour avoir attaqué le convoi d'aides humanitaires, pour les habitants de Gaza.

14/01

<http://french.irib.ir>

Russie

La Russie continuera à soutenir l'Autorité palestinienne.

La Russie est prête à poursuivre son aide financière à l'Autorité palestinienne, a déclaré jeudi le ministre russe

des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors d'un entretien téléphonique avec le leader palestinien, Mahmoud Abbas.

"La Russie a confirmé son intention de continuer à octroyer une aide financière à l'Autorité palestinienne et de poursuivre ses livraisons d'équipements spéciaux pour les forces de sécurité palestiniennes", lit-on dans un communiqué du ministère russe, diffusé à l'issue des pourparlers.

En juillet dernier, Moscou a remis à l'Autorité palestinienne 50 véhicules blindés russes pour lutter contre des organisations terroristes.

M.Abbas a hautement apprécié le rôle joué par la Russie dans le règlement du conflit au Proche-Orient, se prononçant pour l'intensification des efforts internationaux en la matière.

Pour sa part, le chef de la diplomatie russe a exprimé son soutien à la position des autorités palestiniennes en faveur d'une solution négociée sur la base des normes juridiques internationales.

<http://fr.rian.ru/world/20101209/188075977.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19